Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 50

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Mercoledì, 27 febbraio 1952 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **8024** Semestrale L. **4516** Trimestrale L. **2516** Un fascicolo L. **40**.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **8024** Semestrale L. **4516** Trimestrale L. **2516** Un fascicolo L. **40**.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1951

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 26 novembre 1951, n. **1735**.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo per il traffico aereo fra l'Italia e la Turchia, concluso ad Ankara il 25 novembre 1949.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo per il traffico aereo tra l'Italia e la Turchia concluso ad Ankara il 25 novembre 1949.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a decorrere dal 10 febbraio 1950 conformemente a quanto stabilito con lo scambio di Note in data 16 febbraio 1950.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 novembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SCELBA — PACCIARDI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Accord pour l'établissement et l'exploitation des transports réguliers par la voie des airs entre l'Italie et la Turquie

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Turque désireux de conclure un Accord en vue d'établir sur une base de réciprocité des communications régulières par la voie des airs entre l'Italie et la Turquie, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

a) l'expression « autorité aéronautique » signifie:

en ce qui concerne l'Italie

le Ministère della Difesa Aeronautica « Direzione Generale dell'Aviazione Civile e del Traffico Aereo » ou bien toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par lui;

en ce qui concerne la Turquie

le Ministère des Communications ou bien toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par lui.

b) l'expression « entreprise désignée » signifie une entreprise que les Autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes ont notifiée par écrit aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante comme étant l'entreprise que cette Partie entend désigner aux termes de l'article 3 du présent Accord pour les routes mentionnées dans cette même notification;

c) le mot « territoire » correspond à la définition qui en est donnée à l'article 2 de la Convention de Chicago pour l'Aviation Civile Internationale (7 décembre 1944);

d) les définitions des paragraphes *a*), *b*) et *d*) à l'article 96 de la Convention de Chicago pour l'Aviation Civile Internationale (7 décembre 1944) sont considérées comme valables.

Article 2

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre le droit d'instituer les services aériens spécifiés dans l'Annexe au présent Accord. Ces services pourront entrer en activité immédiatement ou à une date postérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle est accordé ce droit.

Article 3

a) Chaque Partie Contractante devra, sous réserve de l'article 9, délivrer l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'entreprise ou aux entreprises désignées par l'autre Partie Contractante.

b) Toutefois, avant d'être autorisées à ouvrir les lignes convenues, ces entreprises pourront être appelées à justifier de leur qualification conformément aux lois et règlements normalement appliqués par les autorités aéronautiques délivrant l'autorisation d'exploitation.

c) Dans certaines régions qui pourraient être désignées par les Gouvernements intéressés, l'établissement d'une ligne aérienne internationale sera soumis à l'approbation des autorités militaires compétentes.

d) Chaque Partie Contractante désignera une ou plusieurs entreprises de transports aériens pour l'exploitation des lignes convenues et décidera de la date d'ouverture de ces lignes.

Article 4

Les Parties Contractantes conviennent que:

a) Les capacités de transport offertes par les entreprises des Parties Contractantes devront être adaptées à la demande de trafic.

b) Les entreprises désignées par les Parties Contractantes devront prendre en considération, sur les parcours communs, leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter de façon indue leurs lignes respectives.

c) Les lignes prévues à l'annexe au présent Accord auront pour objet essentiel d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le Pays auquel appartient l'entreprise et les Pays auxquels le trafic est destiné.

d) Le droit d'embarquer et le droit de débarquer, aux points spécifiés à l'annexe, du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers seront exercés conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les Gouvernements italien et turc et dans des conditions telles que la capacité soit adaptée:

1) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

2) aux exigences d'une exploitation économique des lignes convenues:

3) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des lignes locales et régionales.

Article 5

Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables en prenant en considération l'économie de l'exploitation, un bénéfice normal et les caractéristiques présentées par chaque ligne, telles que la rapidité et le confort. Les entreprises italiennes et turques consulteront à cet effet les entreprises de transports aériens de pays tiers qui desservent les mêmes parcours. Leurs arrangements seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes. Si les entreprises n'ont pu arriver à une entente, ces autorités s'efforceront de trouver une solution. En dernier ressort, il serait fait recours à la procédure prévue à l'article 11 du présent Accord.

Article 6

a) Les Parties Contractantes conviennent que les taxes prélevées pour l'utilisation des aéroports et autres facilités par l'entreprise ou les entreprises de transports aériens de chacune d'elles n'excéderont pas celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux affectés à des lignes internationales similaires.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des appareils de cette entreprise bénéficieront du traitement national ou de celui de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les frais d'inspection et autres droits et taxes nationaux.

c) Tout aéronef que l'entreprise ou les entreprises de transports aériens désignées par une Partie Contractante utilise sur les lignes convenues, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord restant dans les aéronefs seront, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exempts des droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes nationaux, même si ces approvisionnements sont employés ou consommés par ou sur ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Article 7

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante et encore en force seront reconnus par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des lignes convenues. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 8

a) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui concernent l'immigration, les passeports, les douanes, la quarantaine et les formalités de contrôle en général, s'appliqueront aux passagers, équipages ou marchandises transportés par les aéronefs des entreprises de l'autre Partie Contractante pendant que ces aéronefs se trouvent sur ledit territoire.

Article 9

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer une autorisation d'exploitation à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'une ou de l'autre Partie Contractante ou lorsque l'entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 8 ou ne remplit pas les obligations découlant du présent Accord.

Article 10

Si l'une des Parties Contractantes estime opportun de modifier les termes du présent Accord ou de son Annexe, elle peut demander un échange de vues entre les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes. La consultation doit avoir lieu dans les soixante (60) jours à partir de la demande.

En cas d'accord les modifications ainsi envisagées n'entreront en vigueur qu'après avoir formé l'objet d'un échange de notes par voie diplomatique.

Article 11

Toute controverse entre les Parties Contractantes pour l'interprétation et l'application du présent Accord et de son Annexe qui ne pourra être résolue moyennant une consultation directe, sera soumise au jugement d'une cour arbitrale composée de trois membres ; deux de ceux-ci seront nommés respectivement par chacune des Parties Contractantes, tandis que le troisième sera désigné par le Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, qui le choisira, parmi les arbitres n'ayant pas la nationalité d'une des Parties Contractantes, sur la liste tenue selon les règlements de l'O.A.C.I.

La controverse pourra même être soumise par les deux Parties Contractantes au jugement d'un seul arbitre choisi d'un commun accord.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux sentences arbitrales, qui, dans tous les cas, devront être considérées comme définitives.

Article 12

Chaque Partie Contractante peut, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son intention de dénoncer le présent Accord. Cette notification doit être faite simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Le présent Accord prend fin un an après le jour de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins qu'à la suite d'un accord entre les Parties, cette notification ne soit annulée avant l'expiration du délai susdit. Au cas ou la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, la notification sera tenue pour reçue quatorze (14) jours après la date de réception à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 13

Les entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes peuvent omettre certaines escales comprises sur une route déterminée; elles sont tenues toutefois d'en donner communication sans retard aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, à moins qu'il ne s'agisse de cas isolés.

Article 14

Le présent Accord et tous les contrats qui s'y rapportent seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944.

Article 15

a) Le présent Accord entrera en vigueur à une date qui sera fixée, dans le plus bref délai possible, par un échange de Notes entre les deux Gouvernements.

b) Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis à l'Accord et à son Annexe et de leur exécution satisfaisante.

c) Si les Parties Contractantes venaient à être liées par une Convention aéronautique multilatérale, elles se consulteraient à l'effet de mettre les clauses du présent Accord et de son Annexe en harmonie avec les stipulations de ladite Convention.

d) Des modifications à l'Annexe au présent Accord pourront être convenues entre les Autorités aéronautiques compétentes.

Fait à Ankara, le 25 novembre 1949, en deux exemplaires en langue française.

Pour le Gouvernement de la République turque
F. Zihni Akdur

Pour le Gouvernement de la République italienne
Renato Prunas

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

Annexe

a) Les droits de survol en transit et d'escale technique sur le territoire turc, ainsi que le droit d'embarquer et le droit de débarquer en trafic international des passagers, du courrier postal et des marchandises à Istanbul et Ankara sont accordés sur les routes suivantes aux entreprises italiennes de transports aériens désignées conformément au présent Accord:

d'Italie, avec ou sans points intermédiaires, à Istanbul et Ankara et points au delà.

b) De même, les droits de survol en transit et d'escale technique sur le territoire italien ainsi que le droit d'embarquer et le droit de débarquer en trafic international des passagers, du courrier postal et des marchandises à Rome et Milan, sont accordés sur les routes suivantes aux entreprises turques de transports aériens désignées conformément au présent Accord:

de Turquie, avec ou sans points intermédiaires, à Rome et à Milan et points au delà.

c) Il est convenu qu'avant d'ouvrir une ligne, chaque Partie Contractante notifiera à l'autre l'itinéraire qu'elle propose pour l'entrée et la sortie du territoire de cette dernière, celle-ci indiquera alors les points exacts d'entrée et de sortie, ainsi que la route à suivre sur son territoire.

d) Il est expressément interdit, par contre, aux entreprises d'une Partie Contractante d'embarquer, contre rémunération de n'importe quelle espèce, des passagers, du courrier et des marchandises d'un point à un autre du territoire de l'autre Partie Contractante (cabotage).

e) Les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes dans les conditions fixées par cet Accord et la présente Annexe, devront communiquer deux semaines à l'avance à l'autre Partie Contractante l'horaire et les types d'avions choisis pour leur service.

Renato Prunas — F. Zihni Akdur

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 febbraio 1951, n. 1736.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico industriale per tessili e chimici tintori di Torino.

N. 1736. Decreto del Presidente della Repubblica 22 febbraio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico industriale per tessili e chimici tintori di Torino, viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: Piccioni
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 41. — Frasca

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 ottobre 1951, n. 1737.

Erezione in ente morale della Fondazione ebraica marchese cav. Guglielmo De Levy in Torino.

N. 1737. Decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la Fondazione ebraica marchese cavalier Guglielmo De Levy in Torino, viene eretta in ente morale, ne viene approvato lo statuto, e la Fondazione medesima viene autorizzata ad accettare la eredità disposta dallo stesso De Levy.

Visto, *il Guardasigilli*: Zoli
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 19. — Frasca

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 ottobre 1951, n. 1738.

Erezione in ente morale della Casa di ricovero « Gobetti », con sede nel comune di San Pietro di Morubio (Verona).

N. 1738. Decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la Casa di ricovero « Gobetti », con sede nel comune di San Pietro di Morubio (Verona), viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: Zoli
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 febbraio 1952
Atti del Governo registro n. 50, foglio n. 37. — Frasca

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 gennaio 1952.

Sostituzione di un componente il Consiglio provinciale di sanità di Chieti.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto del 31 agosto 1951, col quale sono stati nominati i componenti del Consiglio provinciale di sanità di Chiéti per il triennio 1951-53;

Considerato che il componente prof. Corridoni Luigi, capo dell'Ispettorato agrario provinciale dell'agricoltura di Chieti, è stato trasferito ad altra sede e che occorre provvedere alla sua sostituzione;

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. Bartolucci Giuseppe esperto in scienze agrarie, è nominato componente del Consiglio provinciale di sanità di Chieti sino alla scadenza del triennio 1951-1953, in sostituzione del prof. Corridoni Luigi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Registro Presidenza n. 59, *foglio n.* 11. — FERRARI

(757)

DECRETO MINISTERIALE 17 dicembre 1951.

Riconoscimento di diritto esclusivo di pesca nelle acque del lago Trasimeno.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti gli articoli 26 e 27 del testo unico delle leggi sulla pesca, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1604;

Vista la legge 16 marzo 1933, n. 260;

Visto il decreto del Prefetto di Perugia in data 23 luglio 1920, n. 18882-Div. 3ª, col quale fu riconosciuto ai fratelli Racanelli Primo ed Agostino il possesso del diritto esclusivo di pesca nel lago Trasimeno e precisamente nei porti nn. 16, 24, 76, 89 e 112 della posta di Monte del Lago;

Considerato che dalla relativa documentazione è risultato che i predetti fratelli Racanelli Primo e Agostino si trovano tuttora nel legittimo possesso del diritto di che trattasi;

Sentito il Consiglio di Stato;

Concorrendo tutte le condizioni volute dalla legge:

Decreta:

A conferma del sopracitato decreto del Prefetto di Perugia n. 18882-Div. 3ª del 23 luglio 1920 è riconosciuto a favore dei fratelli Racanelli Primo ed Agostino il possesso del diritto esclusivo di pesca nel lago Trasimeno e precisamente nei porti nn. 16, 24, 76, 89 e 112 della posta di Monte del Lago.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 dicembre 1951

p. *Il Ministro*: RUMOR

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *gennaio* 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 2, *foglio n.* 163. — BERITELLI

(860)

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1952.

Trasferimento del comune di Bergamasco dalla circoscrizione dell'Ufficio del registro di Felizzano a quella del corrispondente Ufficio di Alessandria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 3 del regio decreto 1° luglio 1937, n. 1083, recante espressa delega al Ministro per le finanze di apportare le necessarie variazioni alle circoscrizioni finanziarie;

Visto il decreto Ministeriale 26 luglio 1937, registrato alla Corte dei conti il 3 novembre 1937, registro n. 11, foglio n. 32, con il quale è stata approvata la tabella degli Uffici distrettuali delle imposte dirette e degli Uffici del registro;

Ritenuta l'opportunità di modificare l'attuale circoscrizione dell'Ufficio del registro di Felizzano al fine di assicurare ai contribuenti del comune di Bergamasco un migliore accesso agli uffici finanziari per la maggiore vicinanza e facilità di mezzi di comunicazione di tale Comune alla sede di Alessandria;

Decreta:

Il comune di Bergamasco viene trasferito dalla circoscrizione dell'Ufficio del registro di Felizzano a quella del corrispondente Ufficio di Alessandria.

Roma, addì 8 gennaio 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *gennaio* 1952
Registro Finanze n. 4, *foglio n.* 60. — LESEN

(913)

DECRETO MINISTERIALE 22 febbraio 1952.

Rinnovazione del Comitato interregionale migrazioni mondariso per il biennio 1952-53.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica del 29 aprile 1950, istitutivo di un Comitato interregionale migrazioni mondariso da costituirsi, ogni due anni, con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

Visto il decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale del 15 maggio 1950, con cui il Comitato stesso è stato costituito per la durata delle campagne risicole del 1950 e del 1951;

Viste le designazioni fatte dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Articolo unico.

E' costituito, per il biennio 1952-53, il Comitato interregionale migrazioni mondariso previsto dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica del 29 aprile 1950, relativo all'avviamento al lavoro degli addetti alla monda, trapianto, taglio e raccolta del riso.

Il Comitato è presieduto dal direttore dell'Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione per la Lombardia ed è così composto:

A) Per il Ministero del lavoro e della previdenza sociale:

1) Marino dott. Salvatore, capo del Servizio vigilanza del Circolo dell'Ispettorato del lavoro di Milano, membro effettivo;

2) Allegra dott. Paolo, ispettore aggiunto del Circolo dell'Ispettorato del lavoro di Milano, membro supplente;

3) i direttori degli Uffici del lavoro e della massima occupazione di Pavia, Novara e Vercelli.

B) Per le organizzazioni sindacali degli agricoltori e dei coltivatori diretti:

Membri effettivi: 1) Borioli Angelo; 2) Ferraro Mario; 3) Passerini Ercole; 4) Savoia Emanuele; 5) Dellordi Dino; 6) Palestra Ernesto.

Membri supplenti: 1) Brambati Piero; 2) Sguazzini Ettore; 3) Fontana Antonio; 4) Asti Nino; 5) Vercesi Ernesto; 6) Fornasari Fulvio.

C) Per le organizzazioni sindacali dei lavoratori della terra:

Membri effettivi: 1) Colombini Leda; 2) Schiatti Nice; 3) Neri Wainer; 4) Formis Angelo; 5) Ceruti Carlo; 6) Marcone Idolo; 7) De Cao Igino.

Membri supplenti: 1) Ferraris Raffaele; 2) Bianconi Arturo; 3) Calzolari Romano; 4) Apostoli Piero; 5) Simonti Giovanni; 6) Maraboli Ugo; 7) Cella Gianni.

Roma, addì 22 febbraio 1952

Il Ministro: RUBINACCI

(938)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

206° Elenco dei decreti Ministeriali di concessione mineraria emanati in virtù del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1443.

Decreto Ministeriale 7 agosto 1950, registrato alla Corte dei conti il 24 agosto 1950, registro n. 6 Industria e commercio, foglio n. 261, con il quale è revocato il decreto Ministeriale 22 febbraio 1947, col quale all'ing. Ugo Koch, residente a Fiera di Primiero, fu concessa, per la durata di anni tre, la facoltà di coltivare il giacimento di torba, sito in località denominata « Rio Bastia », nel comune di Primiero, provincia di Trento.

Decreto Ministeriale 30 marzo 1951, registrato alla Corte dei conti il 18 dicembre 1951, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 168, con il quale la quota di compartecipazione sulla concessione di acqua minerale « Fonte Margherita », nel comune di Torrebelvicino, provincia di Vicenza, spettante ai signori Maria Luccarda in Bianchi, Alfonso Cauduro quale curatore dello scomparso Gino Luccarda, Rosa Franchi ved. Luccarda quale usufruttuaria e Angelina detta Gina Luccarda, è trasferita ed intestata al sig. Domenico Tiso e la quota di compartecipazione spettante al sig. Giuseppe Luccarda è intestata agli eredi del defunto sig. Giuseppe Luccarda e cioè ai signori Francesco Luccarda, Elda Luccarda, Maria detta Pina Luccarda ed alla signora Palmira Manfron ved. Luccarda quale usufruttuaria, rappresentati tutti dal sig. Domenico Tiso, domiciliato a Vicenza.

Decreto Ministeriale 15 ottobre 1951, registrato alla Corte dei conti il 30 ottobre 1951, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 41, con il quale la concessione della sorgente di acqua minerale denominata « Acqua Franca », sita in territorio del comune di Acqui e Alice Belcolle, provincia di Alessandria, di cui sono titolari i signori Bianco Franco e Scarsi Francesco, è trasferita ed intestata alla Società anonima Acqua Franca, con sede in Acqui.

Decreto Ministeriale 25 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 16 gennaio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 212, con il quale la concessione di coltivare i giacimenti di pirite e di minerali di piombo e zinco e manganese, nonchè i giacimenti di caolino, siti in contrada « Casarotti » in territorio dei comuni di Torrebelvicino, Recoaro e Schio, provincia di Vicenza, accordata alla Società Anonima Ricerche Minerarie (S.A.R.M.), è trasferita ed intestata alla Società per azioni Caolino Panciera, con sede in Schio, provincia di Vicenza.

Decreto Ministeriale 12 maggio 1951, registrato alla Corte dei conti il 5 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 249, con il quale alla Società Montecatini, Società generale per l'industria mineraria e chimica, con sede in Milano, è concessa in perpetuo la facoltà di coltivare i giacimenti di pirite e solfuri associati in località « Gavorrano Rigoloccio », in comune di Gavorrano, provincia di Grosseto.

Decreto Ministeriale 12 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 229, con il quale la concessione di utilizzare l'acqua minerale della sorgente denominata « Sorgente del Centino o del Cacciatore », nel comune di Nocera Umbra, provincia di Perugia, accordata alle signore Elsa Chiodini e Amelia Grassetti ved. Chiodini con decreto Ministeriale 31 maggio 1949, è trasferita ed intestata alla « Nuova Società Acqua Nocera Umbra », Società per azioni con sede in Napoli.

Decreto Ministeriale 21 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 29 gennaio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 231, con il quale la Società Anonima Miniere Monte Avanza (S.A.M.M.A.), con sede in Udine, è dichiarata decaduta dalla concessione del giacimento di rame, antimonio, argento, zinco, piombo, nichelio, mercurio, arsenico, in località « Monte Avanza », in comune di Forni Avoltri, provincia di Udine.

Decreto Ministeriale 19 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 29 gennaio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 230, con il quale al sig. Massimo Ilardi, domiciliato in Roma, è accordata la concessione della sorgente di acqua minerale nella località « Ceciliano Piagge », in territorio del comune di Palestrina, provincia di Roma, per la durata di anni trenta.

Decreto Ministeriale 12 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti l'8 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 257, con il quale la concessione della sorgente di acqua minerale denominata « Acqua Sacra », sita in località Monte Sacro in territorio del comune di Roma, provincia di Roma, di cui è titolare la ditta Alfredo Cassola & C. in base al decreto Ministeriale 15 dicembre 1945, è trasferita ed intestata a decorrere dalla data del presente decreto alla Società a responsabilità limitata « A. Cassola & C. », con sede in Roma.

Decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 265, con il quale al sig. Luigi Tacchino, residente a Gorizia, è accordata la concessione della sorgente di acqua minerale solfato-sodica nella località denominata « Lavagello » in territorio del comune di Castelletto d'Orba, provincia di Alessandria, per la durata di anni trenta.

Decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 267, con il quale viene accettata la rinuncia della « Montecatini » Società generale per l'industria mineraria e chimica, con sede in Milano, alla concessione perpetua della miniera di mercurio denominata « Castagneto

della Trinità », sita in territorio dei comuni di Allumiere e Tolfa, provincia di Roma, accordata alla Società stessa con decreto Ministeriale 12 dicembre 1939.

Decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 266, con il quale viene accettata la rinuncia della Società anonima Rumianca, con sede in Torino, alla concessione della miniera di pirite e arsenopirite aurifera denominata « Kint », sita in territorio del comune di Magugnaga, provincia di Novara, accordata alla stessa con decreto Ministeriale 13 aprile 1939.

Decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 264, con il quale viene accettata la rinuncia della Società anonima Rumianca, con sede in Torino, alla concessione dei giacimenti auriferi siti nella località denominata « Val Toppa », in territorio del comune di Pieve Vergonte, provincia di Novara, accordato alla stessa con decreto Ministeriale 10 agosto 1936.

Decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio 1952, registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 263, con il quale viene accettata la rinuncia della Società anonima Rumianca, con sede in Torino, alla concessione della miniera aurifera denominata « Cani », sita in territorio dei comuni di Càlasca Castiglione e di Vanzone San Carlo, provincia di Novara, accordata alla Società stessa con decreto Ministeriale 12 ottobre 1936.

(896)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 48

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 26 febbraio 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,90	Borsa di Palermo	—
» Firenze	624,90	» Roma	624,88
» Genova	624,91	» Torino	624,90
» Milano	624,90	» Trieste	624,90
» Napoli	624,90	» Venezia	624,91

Media dei titoli del 26 febbraio 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,175
Id. 3,50 % 1902	64,75
Id. 3 % lordo	66,60
Id. 5 % 1935	94,225
Redimibile 3,50 % 1934	71,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,65
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	69,375
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,875
Id. 5 % 1936	90,525
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,70
Id. 5 % 1960	96,625

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 26 febbraio 1952:

1 dollaro U.S.A. L. 624,89
1 dollaro canadese » 623,80

Cambi di compensazione vigenti
(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

N. 49

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 27 febbraio 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,90	Borsa di Palermo	—
» Firenze	624,90	» Roma	624,88
» Genova	624,90	» Torino	624,90
» Milano	624,90	» Trieste	624,90
» Napoli	624,90	» Venezia	624,91

Media dei titoli del 27 febbraio 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,15
Id. 3,50 % 1902	64,85
Id. 3 % lordo	66,625
Id. 5 % 1935	94,20
Redimibile 3,50 % 1934	71,85
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,575
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	69,35
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,875
Id. 5 % 1936	90,50
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,625
Id. 5 % 1960	96,675

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 27 febbraio 1952:

1 dollaro U.S.A. L. 624,89
1 dollaro canadese » 623,75

Cambi di compensazione vigenti
Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano di ricostruzione di Bolzano

Con decreto Ministeriale n. 3756, è stato approvato stralciandone una zona da rinviare a nuova pubblicazione, il piano di ricostruzione di Bolzano vistato in due planimetrie in scala 1:1440 e nove planimetrie in scala 1:500.

Per l'attuazione di detto piano è assegnato il termine di cinque anni a decorrere dalla data del decreto suddetto.

(949)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Estratto del verbale di nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Banca Andrea Bissanti del dottor Michele Bissanti & C., società in nome collettivo con sede in Manfredonia (Foggia), in amministrazione straordinaria.

Nella seduta tenuta l'8 febbraio 1952 dal Comitato di sorveglianza della Banca Andrea Bissanti del dott. Michele Bissanti & C., società in nome collettivo con sede in Manfredonia (Foggia), in amministrazione straordinaria, il dott. ing. Matteo Cainazzo fu Domenico è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 58 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(840)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bari al 30 novembre 1949.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Bari in data 30 marzo 1950, n. 3107, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bari al 30 novembre 1949, è costituita come appresso:

Presidente:

Castellucci dott. Mario, vice prefetto.

Componenti:

Stauro dott. Romolo, veterinario provinciale;

Cerruti prof. dott. Carlo, docente in igiene e polizia sanitaria veterinaria;

Pagnini prof. dott. Ugo, docente in clinica medica veterinaria;

De Florio dott. Nicola, veterinario condotto.

Segretario:

Ressa dott. Donato.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Bari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 febbraio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(901)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso di rettifica

Nella graduatoria del concorso per esami a cinquanta posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle Imposte di fabbricazione (specializzazione elettrotecnici), pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 27 del 1° febbraio 1952, pag. 464, sono incorse alcune inesattezze che si rettificano come segue:

1) a pagina 464, 1ª colonna, al n. 17: « Poggiani *Raffaello* » leggasi: « Poggiani *Raffaele* »;

2) a pagina 464, 2ª colonna: la data del decreto: « 4 dicembre *1952* » leggasi: « 4 dicembre *1951* ».

(908)

PREFETTURA DI TREVISO

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Treviso

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TREVISO

Visti i propri decreti nn. 16181-San. e 16182-San. in data 31 maggio 1951, con i quali veniva rispettivamente approvata la graduatoria del concorso per i posti di medico condotto vacanti in Provincia alla data del 30 novembre 1946 e si designavano i vincitori delle singole condotte;

Visto il proprio decreto n. 25362-San. in data 6 ottobre 1951, con il quale si apportavano modifiche al precedente n. 16182;

Viste le rinuncie per le condotte sottosegnate;

Viste le accettazioni dei successivi candidati, interpellati in proposito secondo l'ordine di graduatoria e di preferenza delle sedi in parola;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie, nonchè gli articoli 26 e 55 del relativo regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori delle condotte mediche a fianco di ciascuno segnato:

1) Sirola dott. Antonio: condotta medica di Cimadolmo;

2) Bernardi dott. Mirko: condotta medica di Follina.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Treviso, addì 15 febbraio 1952

Il prefetto: ROGLICH

(881)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.